



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5862 - Mardi 28 mars 2023 - Prix : 10 DA

Les consommateurs appelés à changer leurs habitudes alimentaires
Alertes et conseils pour un ramadhan sans intoxication ni risque

Tayeb Zitouni, ministre du Commerce, rappelle :

«Notre secteur ne contrôle que les prix des produits subventionnés»

Ce rapprochement qui dérange les calculs d'Israël et du Maroc

Par Mohamed Habili

Le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran, qui donne l'impression d'aller bon train, comme s'il s'orientait résolument vers quelque chose de plus qu'une simple reprise de relations jusque-là rompues, a été salué par tous les pays de la région, ou quasiment, mais aussi au-delà, y compris par les Etats-Unis, qui du moins n'ont pas fait semblant de regarder ailleurs au moment où à Pékin il se concrétisait par des accolades et une parappe au bas d'un document. Bien sûr il est de bon ton de se féliciter de ce que deux pays entretenant depuis quelque temps de mauvaises relations, et des conflits dans leur voisinage, décident de les améliorer, où qu'ils se trouvent dans le monde, seraient-ils très éloignés géographiquement. Car cela veut dire que ces conflits, conséquences en premier lieu de leur mésentente, sont désormais bien partis pour se régler. On pense en premier lieu à la guerre au Yémen, dont tout le monde sait qu'elle est en fait une guerre par procuration entre les deux pays. Même une reprise minimale des relations entre eux devrait non seulement la faire cesser dans les meilleurs délais, mais lui enlever jusqu'à la possibilité de reprendre un jour.

Suite en page 3

Marché des fruits et légumes

La flambée des prix persiste



PH/E. Soraya/J. A.

Au sixième jour du mois de carême, les prix des produits alimentaires n'ont pas connu de baisse, alors que d'habitude, passé les deux premiers jours, ils diminuent légèrement. Toujours inaccessibles, les prix des fruits et légumes n'ont pas bougé d'un iota et sont toujours hors de portée. Page 2

Tizi Ouzou

56 restaurants distribuent quotidiennement plus de 10 500 repas

Ramadhan à Béjaïa

La solidarité s'organise aux quatre coins de la wilaya

Marché des fruits et légumes

La flambée des prix persiste

■ Au sixième jour du mois de carême, les prix des produits alimentaires n'ont pas connu de baisse, alors que d'habitude, passé les deux premiers jours, ils diminuent légèrement. Toujours inaccessibles, les prix des fruits et légumes n'ont pas bougé d'un iota et sont toujours hors de portée.

Par Meriem Benchaouia

Pour les commerçants, la seule et unique raison c'est le ramadhan. Une excuse qui ne tient pas la route dans la mesure où la frénésie des achats est déjà passée et d'habitude au sixième jour de ce mois de jeûne la mercuriale devient plutôt clémente. Ainsi, ni les promesses du pouvoir d'un ramadhan sans pénurie et sans flambée, ni les appels des associations de protection du consommateur n'ont pu permettre une baisse de prix de certains produits alimentaires. En effet, les étals colorés et bien garnis affichant des prix élevés, en particulier pour les fruits de saison, n'empêchent pas les acheteurs de remplir leurs couffins en prévision du repas du ftour.

Le citoyen courbe l'échine devant la dure loi implacable de l'offre et de la demande, plus la demande est forte, plus la surenchère augmente. Si cette situation est préjudiciable à plus d'un

titre pour les familles, les commerçants, eux, nagent dans le bonheur. Ce mois représente pour eux une période des vaches grasses idéale pour renflouer les caisses. «En cette période, les gens affichent une mine de loup affamé et peuvent acheter n'importe quoi. C'est ce qui provoque cette surenchère aux conséquences néfastes pour les revenus moyens», explique un commerçant rencontré au marché de Belcourt, à Alger.

«En dépit de la hausse des prix de certains produits, on constate une boulimie d'achats chez le citoyen qui malmène ainsi son budget», nous a affirmé une dame. Chez Mehdi, un vendeur de légumes et de fruits au sein du souk, constate qu'il y a un grand changement. «Il y a une grande différence entre l'ambiance du ramadhan et celle des autres mois. Les gens viennent en grand nombre et achètent le plus souvent des fruits : banane, pêche et pastèque», nous confie-t-il. Toutefois, la fièvre de la mercuriale est tout à fait injustifiable, si l'on se réfère à l'équation de l'offre et de la demande. La disponibilité des produits est assurée, mais leurs prix ont vertigineusement augmenté.

Cette hausse a été constatée dans la grande majorité des marchés algérois. Avec une différence de quelques dinars seule-



Ph/E. Soraya/J. A.

ment, les mêmes prix sont ostensiblement affichés au niveau du marché de Belcourt, Ali-Mellah ou celui couvert de Meissonnier.

En effet, le prix de la tomate varie entre 140 et 180 DA. L'oignon est à 200 DA. Le prix de la laitue a aussi sensiblement augmenté, puisque le kilogramme de ce produit prisé varie entre 160 et 180 DA. La pomme

de terre est cédée entre 75 et 90 DA le kilogramme. Les poivrons doux et piquants sont proposés à 200 DA le kilo. Les haricots sont à 500 DA le kg. La courgette et l'aubergine ne descendent pas à moins 160 DA, alors que la carotte, le navet, le chou vert et la betterave se sont alignés sur le prix de 150 DA. Le citron dépasse la barre des 500 dinars.

Côté fruits, les pommes coûtent entre 500 et 650 DA/kg, selon la qualité. La banane est cédée entre 540 et 650 DA/kg. Sans oublier les oranges dont le prix varie entre 350 et 450 DA le kg. Les fraises sont à 500 DA le kilo. Les poires sont à 650 DA. Les dattes ont connu, pour leur part, une hausse pour atteindre les 750 DA.

M. B.

**Tizi Ouzou
56 restaurants
distribuent
quotidiennement
plus de 10 500 repas**

La solidarité avec les démunis connaît pendant le ramadhan de cette année un regain d'intérêt à Tizi-Ouzou, malgré la difficulté du contexte économique et social. En effet, les nécessiteux de la wilaya ont eu droit à de nombreuses actions de solidarité, à commencer par le versement de l'aide de 10 000 dinars dans les délais au profit de plus de 54 000 bénéficiaires. Il faut ajouter à cela la distribution de plus de 1 500 colis alimentaires aux premiers jours du mois sacré. Les restaurants de la Rahma ouverts a atteint, jusqu'à hier, le nombre de 56, répartis à travers 28 communes, essentiellement au niveau des centres urbains. Ces statistiques nous ont été fournies par le directeur local de l'action sociale, Achour Mehenni, qui n'a pas manqué de préciser que ces restaurants distribuent quotidiennement plus de 10 500 repas, atteignant au 4^e jour du mois dsacré plus de 36 000 repas. Ces restaurants ont été ouverts grâce aux bénévoles du Croissant-Rouge algérien, des scouts, des associations et des bienfaiteurs.

Hamid M.

Les consommateurs appelés à changer leurs habitudes alimentaires

Alertes et conseils pour un ramadhan sans intoxication ni risque

L'Organisation de protection et orientation des consommateurs et de son environnement (Apoce) multiplie, depuis le début du mois sacré, les alertes contre la consommation de certains aliments en cette période et donne des conseils pour inciter les consommateurs à changer leurs habitudes alimentaires.

Le mois de ramadhan est le mois des délits alimentaires. Et pour cause, les consommateurs et commerçants violent toutes les règles d'hygiène, de consommation et d'alimentation. Il s'agit de lutter contre certaines habitudes alimentaires comme la consommation de cherbet, zlabia, kalb el louz, vendus dans les rues à même le sol, et alerter contre certaines pratiques commerciales, notamment l'exposition des boissons à l'extérieur des magasins sans aucune protection, ce qui peut causer des intoxications ou même des maladies plus graves telles que le

cancer. Dans une publication sur sa page Facebook, l'Apoce a donc alerté contre certaines habitudes alimentaires et appelé leurs mères de famille à changer leurs habitudes culinaires pour offrir à leur famille des plats équilibrés et pas dangereux pour la santé. Via toujours sa page Facebook, l'Apoce a incité également les consommateurs à se méfier de la confiserie traditionnelle zlabia, durant ce mois de ramadhan. La même source révèle que sa consommation présente un risque extrême pour la santé humaine. «Elle augmente le risque de développer un diabète de type 2, car elle contient un pourcentage élevé de sucre. Elle peut être à l'origine d'infections rénales, hypertension, obésité, car elle augmente le niveau de cholestérol nocif dans le sang et réduit les niveaux de graisses bénéfiques dans le corps. Elle réduit l'efficacité de la circulation sanguine, ce qui diminue les chances que

le sang chargé d'oxygène atteigne le cerveau, les articulations et les muscles. «Anxiété et tension et surtout l'intoxication alimentaire, notamment si le produit était exposé des heures et des jours au soleil et à la fumée des voitures», met en garde l'Organisation dans sa publication sur Facebook, ajoutant que «la zlabia augmente de façon importante le risque de cancer». Par ailleurs, dans une autre publication, l'Apoce a multiplié les appels à la dénonciation des méthodes de transport et de stockage des bouteilles d'eau et de boissons qui présentent un vrai danger sur la santé des consommateurs.

Dans une récente publication, l'Apoce indique que «les médecins et les spécialistes ont mis en garde contre les dangers d'exposer les bouteilles de jus et d'eau sous le soleil pendant des heures, car cela engendre des maladies inimaginables». Parmi les risques et dommages qui

résultent de ces pratiques irresponsables, l'Organisation indique que «le soleil fait interagir le plastique avec la chaleur et les produits chimiques présents sur le plastique sont classés cancérigènes». «La chaleur du soleil fait fondre les matières plastiques, réagit avec l'eau ou le produit dans les bouteilles, ce qui est nocif pour la santé humaine», précise l'Organisation. Les spécialistes ont également mis en garde contre la réutilisation des bouteilles exposées au soleil et à ne pas les remplir de produits chauds ou les laisser dans la chaleur à l'intérieur des véhicules. Dans sa note, l'Apoce regrette le fait que «le non-respect des normes de transport et de stockage des bouteilles en plastique contenant des boissons gazeuses ou de l'eau minérale reste malheureusement impuni, malgré l'existence de textes de loi».

Thinhinane Khouchi

Belaribi en visite au stade de Douéra

Payer les entreprises et respecter les délais

■ Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Tarek Belaribi, a effectué, hier, une visite de travail et d'inspection au stade de Douéra. Il a entamé sa visite en inspectant les travaux de pose des sièges dont le taux d'avancement est de 98 %, avant de se rendre sur la pelouse du stade dont les travaux d'installation de la couche hybride ont pris fin.

Par Massi Salami

Le ministre s'est rendu, ensuite, aux 1^{er} et 2^e étages du sous-sol, où il a inspecté le taux d'avancement des travaux, notamment ceux liés au raccordement aux différents réseaux. Sur place, il a instruit l'entreprise de réalisation chinoise d'accélérer la cadence des travaux, avant de se réunir avec les responsables du projet, ainsi que les entreprises et les sous-traitants. Ainsi, le bureau d'études chargé du suivi a fait un exposé du calendrier des travaux restants et des équipements à acquérir pour parachever le projet, notamment le matériel lié au système de ventilation, le système d'évacuation des fumées et équipements de plomberie.

Il a également évoqué un certain nombre de travaux, notamment les tribunes qui relient le stade au toit extérieur ainsi que celles qui relient le centre de commandement et de contrôle au même toit. Comme il a été question de préparer les endroits destinés spécialement au placement des caméras de télévision, et ce, après que leur emplacement aura été décidé. Même chose concernant la superficie nécessaire pour la pose des transformateurs électriques, au nombre de huit.



Ph.D. R.

Le ministre de l'Habitat a évoqué, par la suite, la nécessité de payer les dus des entreprises travaillant sur le projet. Il a également donné instruction aux responsables du projet d'établir un calendrier concernant les travaux restants, recenser toutes les entraves techniques et administratives et définir les responsabilités entre les entreprises de réalisation. Cela, est-il indiqué, en présence du bureau d'études, de l'instance nationale

de Contrôle technique des constructions, les sociétés de réalisation, avec nécessité d'établir les factures concernant les travaux accomplis par les entreprises pour le paiement de leurs dus contractuels, afin d'achever les travaux dans les délais impartis.

Au sujet des travaux de raccordement au réseau d'électricité de basse tension, Tarek Belaribi a tenu au recensement de toutes les entraves et à la

coordination avec les services de la Protection civile. Aussi, il a été question de parachever les études et leur validation avant la journée de jeudi.

Par ailleurs, le ministre de l'Habitat a insisté sur la nécessité d'entamer les travaux de pose de la fibre optique, de 110 km, au niveau du projet. Ce qui va permettre de lancer les travaux d'installation des caméras et du système de son au niveau du stade. **M. S.**

Tayeb Zitouni, ministre du Commerce, rappelle :

«Notre secteur ne contrôle que les prix des produits subventionnés»

Les prix des viandes rouges ont dépassé tout entendement. L'Algérie a donc importé plus de 20 000 tonnes de viande rouge fraîche supplémentaire dans l'objectif de stabiliser le prix du kg à 1 200 dinars et de casser le monopole sur ce produit. Cela, en plus de 10 000 veaux qui soutiendront la production nationale estimée à 50 000 tonnes, indique le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni. Lors de son passage à «L'invité du forum» de la radio nationale, le ministre a reconnu que ce processus a été lancé un peu tardivement. Raison pour laquelle, la viande n'arrive pas dans plusieurs régions du pays. «Il est inconcevable que la viande se vende à 1 200 dinars, et dans d'autres régions atteint les 3 000 dinars». Pour le ministre, l'absence de vrais chiffres impacte la gestion du secteur. Il a déclaré que le

chiffre de 29 et 30 millions de moutons que possède l'Algérie est erroné. «Dans le passé, nous avions l'habitude d'entendre que l'Algérie possédait plus de 29 millions de moutons. Malheureusement, nous sommes loin de ce nombre et avons trouvé un marché déficitaire, des prix élevés, de la spéculation et de la manipulation», a-t-il dénoncé. Revenant sur les marchés de gros, le ministre ambitionne d'aller vers des marchés modernes pour mettre fin au commerce informel et pouvoir contrôler le marché. Il a souligné, à cet effet, que les marchés de gros en Algérie sont nombreux, mais ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins du marché national. Selon lui, il faut un plan d'action et un réseau de distribution solide pour casser le monopole et la spéculation. «Aujourd'hui, nous avons besoin de grands espaces modernes pour rapprocher les produits du

citoyen et les distribuer de manière régulière», a-t-il ajouté, rappelant la nécessité d'une carte géographique de distribution, afin d'éviter les tensions occasionnelles sur certains produits. Zitouni a estimé que «les marchés de gros modernes sont la solution pour lutter contre la spéculation et ceux qui veulent porter atteinte à la cohésion sociale. Et notre devoir est de faire face à la spéculation à travers l'élaboration d'une stratégie économique étudiée». Le ministre du Commerce a considéré que la solution sécuritaire pour lutter contre la spéculation ne suffit pas à elle seule et ne conduit pas aux objectifs souhaités, appelant à ajouter des mesures dissuasives pour une approche économique globale de régulation du marché. Par ailleurs, le ministre a nié l'existence d'une pénurie de produits de première nécessité, affirmant qu'il y a des perturbations dans

certaines régions, résultant du manque de contrôle sur le réseau de distribution. Il a expliqué qu'«auparavant, il n'y avait pas de véritables chiffres de la consommation et un vrai réseau de distribution, ce qui ne permettait pas d'avoir un plan national équitable avec la spécificité de chaque région». Zitouni a appelé à la nécessité d'un contrôle périodique des prix et des espaces commerciaux, notant que tout cela dépendra de l'élaboration d'un plan et d'une approche pour atteindre les objectifs fixés. Pour conclure, le ministre a souligné que le contrôle des prix n'est pas du ressort du ministère du Commerce. «Notre secteur contrôle et surveille les prix des produits subventionnés uniquement, comme l'huile, la semoule et le sucre. Quant aux autres produits, ils sont soumis à la loi de l'offre et de la demande». **Louisa A. R.**

LA QUESTION DU JOUR

Ce rapprochement qui dérange les calculs d'Israël et du Maroc

Suite de la page une

On pense en deuxième lieu au désastre économique et politique régnant pour l'heure au Liban, qui se traduit par un appauvrissement sans précédent des Libanais, lequel sans doute n'épargnerait s'il était appelé à se poursuivre. Cette descente aux enfers devrait stopper maintenant que Saoudiens et Iraniens affichent leur bonne disposition les uns envers les autres. S'ils poussaient leur rapprochement jusqu'à le faire accoucher d'un traité d'amitié, ou mieux encore d'une alliance stratégique, peu de chance que ce soit les Libanais qui s'en plaignent les premiers. Si un accord intervenait entre les deux puissances régionales, il n'y aurait d'ailleurs pas que les Libanais pour s'en réjouir. Les Palestiniens, et par suite tous les peuples de la région, qui s'identifient à eux corps et âme, s'en féliciteraient non moins qu'eux. Dans la région, il n'existe en fait que deux Etats désespérant de ce rapprochement. Le premier est Israël, qui avant cela se voyait menant la guerre contre l'Iran à la tête d'une coalition faite de pays arabes et puissamment soutenue par les Etats-Unis, comme si l'Arabie saoudite et l'Iran l'avaient opéré d'abord contre lui, ensuite seulement dans leur intérêt mutuel. Le second est le Maroc, qui jusqu'à ce début mars, jusqu'à la signature à Pékin de ce qui à tout le moins est un accord de bon voisinage, sinon plus, a cru que la région allait droit à une guerre contre l'Iran mais sous commandement israélien. C'est parce qu'il était certain que cette guerre arabo-israélienne était inévitable qu'il s'est empressé, d'une part, de renouer avec Israël et, d'autre part, de rompre ses relations avec l'Iran. En fait, il a rompu avec l'Iran, sous prétexte qu'il soutenait militairement le Polisario, avant de renouer avec Israël. En effet, sa priorité est de marquer son hostilité à l'Iran, pour complaire à la fois à l'Arabie saoudite, aux monarchies du Golfe, aux Etats-Unis et à tous ceux qui dans le monde vouent aux gémonies l'Iran. Israël avait besoin d'une guerre avec l'Iran, à la fois pour démolir ce dernier, le ramener à l'âge de pierre comme il dit toujours parlant de ses ennemis, et pour devenir le leader et le protecteur des monarchies du Golfe, ce qui du même coup enterrerait la cause palestinienne. Jusqu'à la cérémonie sinistre de Pékin, Benjamin Netanyahu parlait encore d'une ligne de chemin de fer allant de La Mecque à Haïfa. Ainsi du Maroc, qui s'était convaincu qu'un bloc militaire israélo-arabe était en train de se former, dans lequel il se préparait à entrer. **M. H.**

Ramadhan à Béjaïa

La solidarité s'organise aux quatre coins de la wilaya

■ Les actions de solidarité en direction des démunis se multiplient depuis le début du mois de jeûne à Béjaïa.

Par Hocine Cherfa

Restaurants Errahma, distribution de couffins alimentaires, création de marchés de proximité, etc., autant d'actions qui sont menées par la DAS, les APC, les bienfaiteurs, le Croissant-Rouge algérien et le mouvement associatif afin d'aider le consommateur et les nécessiteux à passer le ramadhan dans de bonnes conditions et avec moins de soucis. C'est ainsi que la Direction du commerce et de la promotion des exportations (DCPE) a autorisé jusqu'à il y a trois jours 25 restaurants du cœur sur le territoire de la wilaya de Béjaïa, dont 9 dans la ville de Béjaïa, 3 à Kherrata et 3 autres à Souk El-Tennine. Le Croissant-Rouge algérien a également ouvert plusieurs restaurants du cœur dans de nombreuses communes, comme à Seddouk au niveau du CEM Guennini où l'on offre 250 repas par jour aux pauvres, et à Tazmalt où 400 à 450 repas sont servis par jour aux passagers et aux nécessiteux de la ville et des localités voisines. Un restaurant du cœur a été ouvert au CEM Abderrahmane-Mira (ex-CEM nouveau). A Akbou, l'association «Projet de Vie» a ouvert un restaurant du cœur avec l'APC au niveau du restaurant Hammam, près du stade. Cependant, celle-ci attend toujours la subvention de l'APC afin de poursuivre son activité. Elle a lancé un appel en direction des bienfaiteurs afin de l'aider par des dons en denrées alimentaires afin de pouvoir poursuivre son action de bienfaisance tout le mois de carême. A Sidi-Aïch, un marché de proximité a été implanté, proposant des produits à des prix d'usine. De nombreux citoyens y convergent afin de faire leurs emplettes, d'autant que les prix ailleurs sont très élevés. Dans la ville de Béjaïa, un marché de

solidarité a été ouvert au niveau de l'ex-Souk El-Fellah où l'on propose du poisson entre 850 et 950 DA et la viande à 1 300 DA. Selon des bouchers, «un arrivage de viande subventionnée par l'Etat est prévu dans une semaine». Dans la ville côtière d'Aokas et à proximité de la RN 09 reliant Béjaïa à Sétif et Jijel, un restaurant du cœur a été créé. Une tente géante a été installée par des bienfaiteurs entre le siège de l'APC et la pompe à essence Hamadi ; elle est opérationnelle depuis le premier jour du ramadhan. Un autre restaurant Errahma a été ouvert aussi à Amizour, avec la participation de l'Union des commerçants et artisans algériens. L'association Imddukal (Les Amis) pour la promotion des activités de jeunes de Darguina a également ouvert un restaurant Errahma où plus de 100 repas sont servis quotidiennement et l'association Zad El-Miaâd a fait de la sorte. Elle a lancé un restaurant du cœur où l'on sert plus de 150 repas par



jour. Pour sa part, l'association Salam a pu distribuer 55 couffins alimentaires depuis le début du mois de carême. A Barbacha, un restaurant du

cœur a également été ouvert à la salle des fêtes Benabasse, en faveur des passagers, des sans-abri et des démunis. Pour sa part, la Direction de l'action

sociale (DAS) et l'APC ont distribué 10 000 DA d'aide en faveur de 350 familles nécessiteuses de la commune de Souk Ouffella. H. C.

Constantine

Mise en service en juillet de la mini-zone d'activités de Benbadis

La mini-zone d'activités, en cours d'aménagement dans la commune de Benbadis (une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Constantine), devrait être opérationnelle «avant la fin du mois de juillet 2023», a-t-on appris, hier, auprès des services de la wilaya.

S'étendant sur une superficie de cinq hectares, la mini-zone d'activités de Benbadis, devant abriter 90 lots destinés à l'investissement industriel, devrait être ainsi mise en activité «au courant du mois de juillet prochain», a indiqué la même source qui a

mis l'accent sur l'importance de cet espace industriel dans la promotion de l'économie locale notamment.

Le suivi des travaux d'aménagement de la mini-zone d'activités de Benbadis a été confié au Bureau d'études de l'urbanisme du bâtiment et de la construction de Constantine (Urbaco) qui a scindé l'opération en deux lots, le premier concerne la réfection des routes et de l'éclairage public et le second est lié à la réalisation des réseaux d'assainissement et d'eau potable, a-t-on fait savoir.

La réalisation de cette mini-zone d'activités a nécessité un investissement public de plus de 150 millions de dinars, a souligné la même source, précisant que le chantier du premier lot tire à sa fin.

S'agissant des travaux du second lot lancés en février dernier, la même source a indiqué qu'ils avancent à un rythme soutenu pour que la mini-zone soit réceptionnée dans les délais impartis.

Un délai de trois mois a été fixé pour la réception des travaux de raccordement aux réseaux de

gaz et d'électricité, confiés à la Sonelgaz. Cette opération a nécessité la mobilisation d'une somme de 100 millions de dinars, a indiqué la même source.

Selon les services de la wilaya, la mise en service de cette mini-zone d'activités permettra de répondre, entre autres, à la demande exprimée en matière de foncier industriel et contribuera également aux efforts du développement local à travers la création de richesses et de postes d'emploi.

Sami N.

Boumerdès

Une cinquantaine de bateaux de pêche construits annuellement

Une cinquantaine de bateaux de pêche sont annuellement construits dans la wilaya de Boumerdès par six chantiers de construction et de réparation navales pour couvrir les besoins nationaux en matière de bateaux de pêche et de plaisance et pour l'exportation, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Direction locale de la pêche et de l'aquaculture (DPA).

Ces chantiers, opérationnels depuis plusieurs années, activent notamment aux ports de Dellys, Zemmouri, Cap Djinet et la zone d'activités de Khemis El

Khechna, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Kadri Cherif.

«La relance de l'activité de la construction et de la réparation navales vise la mise en place d'une flotte de pêche pour relever les capacités de production halieutique nationale et, partant, assurer la sécurité alimentaire», a-t-il ajouté.

Employant actuellement plus de 250 diplômés de la formation professionnelle dans des postes permanents, ces chantiers assurent la construction de différents types de bateaux et embarcations en bois et en polystyrène,

d'une longueur allant de 4,80 à 35 mètres, a précisé le même responsable.

M. Kadri a cité, parmi les réalisations de ces chantiers, «trois thoniers de pêche hauturière d'une longueur de 35 mètres, mis à l'eau dernièrement, alors que deux autres bateaux similaires sont en cours de construction et un 3^e en attente du lancement de sa réalisation au port de Zemmouri El Bahri, avec un taux d'intégration estimé à 65 %», a-t-il fait savoir.

Le chantier de la Sarl Construction et réparation navales (Corenav) figure parmi

les «les plus actifs du domaine au niveau national. Il a fait récemment l'objet de visites d'opérateurs industriels étrangers, qui se sont montrés très intéressés par ses produits», a relevé le même responsable.

Créée en 1982, cette entreprise occupe une assiette de 4 000 m² au port de Zemmouri. Elle emploie 90 jeunes diplômés de la formation professionnelle dans des postes permanents, a déclaré à l'APS son gérant, Chaouche Ali.

Cet opérateur a souligné le caractère «familial» de cette entreprise, qui a réussi, au fil

des années, à acquérir une grande expérience dans le domaine de la construction et de la réparation de bateaux en bois (entre 12 et 25 mètres) et en polystyrène (entre 4,80 m et 18,50 m).

M. Chaouche ambitionne, par ailleurs, d'«élargir ses activités», après avoir récemment bénéficié d'un foncier à l'intérieur du port, mitoyen au chantier principal, outre la réalisation d'un autre chantier de construction de bateaux de plaisance et de tourisme dans la zone d'activités de Zemmouri.

R. S.

Etats-Unis

Récession et inflation restent supérieures à 4 % en 2023, selon des économistes

■ Plus de la moitié d'un panel d'économistes américains anticipe une récession aux Etats-Unis en 2023, et près des trois quarts d'entre eux voient l'inflation rester supérieure à 4 % jusqu'à la fin de l'année, selon une enquête de la fédération d'économistes NABE publiée hier.

Par Salima K.

Selon la présidente de la NABE (National association for business economics), Julia

Marchés

La Bourse de Paris vers un rebond à l'ouverture

La Bourse de Paris devait rebondir à l'ouverture hier et combler une partie des pertes de vendredi causées par des craintes sur solidité financière de la première banque allemande, Deutsche Bank. Le contrat à terme de l'indice vedette CAC 40 progressait de 0,87 % une quarantaine de minutes avant le début de la séance. Vendredi, le principal indice de la place parisienne était tombé de 1,74 % après être repassé en séance sous la barre des 7 000 points. Le CAC 40 a toutefois terminé la semaine en hausse de 1,30 % et gagne encore plus de 8 % depuis le début de l'année. A l'approche de la fin du premier trimestre de l'année, Michael Hewson, analyste de CMC Markets, note que «le relatif démarrage positif de 2023» semble annulé et remplacé «par des inquiétudes sur la stabilité financière et économique». Après la faillite de banques régionales américaines, le rachat de Credit Suisse par UBS pour rétablir la confiance sur la banque suisse, c'est sur Deutsche Bank qu'un vent de panique a soufflé vendredi, après une nette augmentation du coût de l'assurance contre le risque de défaut (CDS) de la première banque allemande. Hier, «la volatilité devrait cependant toujours être présente, les investisseurs guettant toutes les informations relatives au secteur bancaire», selon John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud. L'autorité bancaire américaine FDIC a d'ailleurs annoncé, tôt hier matin, le rachat de Silicon Valley Bank (SVB), qui a fait faillite début mars, par la banque First Citizens. La faillite de SVB a été à l'origine des soubresauts affectant le secteur bancaire aux Etats-Unis, avec des répercussions jusque sur les marchés européens. A l'agenda du jour figure la baromètre IFO du moral des entrepreneurs allemands en mars, un indicateur qui permettra de voir «comment l'agitation des dernières semaines a affecté la confiance des entreprises allemandes», commente Michael Hewson.

R. E.

Coronado, par ailleurs présidente et fondatrice de MacroPolicy Perspectives, 53 % des panélistes «s'attendent à une récession à un moment donné en 2023».

Cette enquête, toutefois, a été réalisée avant la crise du secteur bancaire, menée entre les 2 et 10 mars, auprès de 217 économistes travaillant pour des entreprises ou des fédérations professionnelles dans tous les secteurs.

Près d'un quart de ce panel table sur une récession au troisième trimestre de cette année, 5 % pensent que la récession est déjà en cours, 16 % la voient arriver au deuxième trimestre et 13 % au quatrième trimestre.

Et près d'un quart s'attend à ce que cela ne se produise pas avant le second semestre de 2024. Par ailleurs, près des trois quarts d'entre eux pensent que l'inflation CPI restera supérieure à 4 % jusqu'à fin 2023, «et plus des deux tiers ne sont pas convaincus que la Fed sera en mesure de ramener l'inflation à son objectif de 2 % dans les deux prochaines années sans induire de récession».

Et, alors que les Etats-Unis pourraient être placés en défaut de paiement dès cet été si républicains et démocrates ne parviennent pas à trouver d'accord pour relever le plafond de la dette, la moitié des panélistes jugent cette hypothèse improbable.



L'autre moitié croit en revanche à la possibilité de voir se réaliser cette situation inédite, et dont les conséquences auraient des effets inattendus et potentiellement désastreux sur l'économie mondiale.

La banque en faillite SVB rachetée par First Citizens

La banque américaine First Citizens va racheter «l'intégralité des dépôts et prêts» de Silicon Valley Bank (SVB), qui a fait faillite début mars, a annoncé dans la nuit de dimanche à lundi l'autorité bancaire américaine FDIC.

La transaction porte sur 72 milliards de dollars d'actifs, a annoncé la FDIC, précisant que «les 17 agences de SVB ouvriront en tant que First Citizens» ce lundi (hier). La faillite de SVB a déclenché un vent de panique dans le secteur bancaire aux Etats-Unis, avec des répercussions jusque sur les marchés européens.

Proche des milieux de la tech, SVB s'est soudainement retrouvée en difficulté après l'annonce de la vente de 21 milliards de dollars de titres financiers, avec une perte de 1,8 milliard à la clé, et de son intention de lever du capital. La banque devant faire face à des retraits massifs, les

autorités ont estimé le 10 mars qu'elle était insolvable et ont pris le contrôle de ses actifs, actant ainsi la plus grosse faillite bancaire aux Etats-Unis depuis 2008. Elle avait alors 119 milliards de dollars de dépôts, détaille la FDIC.

La nouvelle entité a rouvert le 13 mars sous le nom de Silicon Valley Bank Bridge avec à sa tête un patron nommé pour gérer les affaires courantes en attendant que soit décidé son sort.

Tous les prêts et dépôts de cette entité vont désormais être gérés par First Citizens, tandis que la FDIC va garder quelque 90 milliards de dollars d'autres actifs.

S. K.

Monnaies

L'euro se stabilise face au dollar

Leuro se stabilisait hier face au dollar, les tensions qui pèsent sur le secteur bancaire européen s'étant éloignées sans disparaître, empêchant un rebond de la monnaie unique européenne.

Hier dans la matinée, l'euro évoluait à 1,0760 dollar, comme vendredi soir.

Les inquiétudes sur le secteur bancaire ont été un peu

estompées par le rachat par la banque américaine First Citizens de l'essentiel de Silicon Valley Bank (SVB).

De quoi rassurer légèrement les investisseurs et les détourner des valeurs refuges, comme le yen, qui cédait 0,32 % à 131,15 yens pour un dollar et 0,32 % à 141,10 yens pour un euro. «L'euro a ouvert un peu plus haut mais n'a pas réussi à

prendre de l'élan, la prudence face aux risques financiers prévaut», préviennent des analystes. Même si les valeurs bancaires remontaient hier sur les Bourses européennes, les doutes qui pesaient vendredi sur Deutsche Bank, après le rachat une semaine plus tôt de Credit Suisse par UBS, persistent.

Outre le secteur bancaire,

cette semaine, les investisseurs vont à nouveau se concentrer sur les données sur l'inflation.

Les premières estimations de l'inflation pour mars de plusieurs pays de la zone euro sont attendues jeudi et vendredi, tandis que l'indice PCE américain pour février, chiffre privilégié par la Réserve fédérale américaine (Fed), sera publié vendredi.

Fatah N.

Chine

Les investissements directs non financiers à l'étranger en hausse

Les investissements directs non financiers de la Chine à l'étranger ont progressé de 35,7 % sur un an pour atteindre 136,04 milliards de yuans au cours des deux premiers mois de l'année, d'après des données officielles publiées hier. Exprimés en dollars, les investissements directs non financiers à l'étranger ont atteint 19,96 milliards de dollars de janvier à février, soit une croissance

rapide de 26,5 % sur un an, selon le ministère du Commerce.

En outre, la Banque de développement de Chine, l'une des banques spécialisées du pays, a décidé de mettre en place un programme spécial de prêt pour améliorer les infrastructures agricoles et soutenir le développement des terres agricoles dans le pays. D'ici à 2030, le programme spécial fournira un soutien financier à plus de 40 millions de mus

(environ 2,67 millions d'hectares) de terres, selon la banque.

Il s'agit d'assurer l'approvisionnement en produits agricoles importants et d'accélérer la modernisation de l'agriculture, a déclaré la banque.

Les fonds du programme seront utilisés pour développer de nouvelles terres agricoles répondant à des critères élevés, améliorer les terres agricoles existantes et promouvoir l'appli-

cation des technologies de l'information dans le secteur, entre autres.

La banque s'engage également à poursuivre ses efforts pour tirer pleinement parti des instruments financiers axés sur le développement et appliquer plus de politiques de crédit favorables afin de soutenir le développement des terres agricoles à l'avenir.

N. T.



Israël

Appel à la grève générale «immédiate» contre la réforme judiciaire

■ La plus grosse Centrale syndicale israélienne a annoncé, hier, «une grève générale» immédiate, exigeant l'arrêt du projet de réforme de la justice qui divise profondément le pays, au bord d'une nouvelle crise politique.

Par Rosa C.

À la mi-journée, le pays est suspendu à une annonce du Premier ministre Benjamin Netanyahu, donnée comme imminente par les médias israéliens depuis le matin sur ce projet qui fragilise désormais la majorité. Avant cela, Arnon Bar David, chef de la Histadrout, avait appelé à une grève générale. «Dès la fin de cette conférence de presse, l'État d'Israël s'arrête [...] Nous avons pour mission d'arrêter le processus de législation et nous allons le faire», a-t-il dit. L'Association médicale israélienne a elle aussi décrété une

grève générale, risquant d'affecter les hôpitaux et services médicaux publics.

Si les effets de la grève ne sont pas forcément immédiatement visibles dans les rues de Jérusalem ou Tel-Aviv, où nombre de commerces restent ouverts, l'aéroport international Ben-Gourion a annoncé l'arrêt des vols départ, alors que des dizaines de milliers de personnes devaient quitter le pays hier.

A 13h00 (10h00 GMT), des milliers d'opposants à la réforme manifestaient devant le Parlement à Jérusalem, selon des journalistes de l'AFP sur

place. Une contre-manifestation est prévue dans la soirée. Des manifestations contre la réforme ont également lieu à Haïfa et Tel-Aviv.

«Nous appelons le gouvernement à arrêter cette réforme folle, nous voulons l'égalité, une Constitution et une déclaration des droits de l'Homme», a déclaré à l'AFP Keren Mimran, 57 ans, venue protester contre la réforme devant le Parlement.

Plus tôt dans la matinée, le Président Isaac Herzog avait appelé le gouvernement à «stopper immédiatement» le travail législatif sur le projet de réforme judiciaire, après une nuit marquée par des heurts entre manifestants et policiers à Tel-Aviv.

M. Herzog joue un rôle essentiellement protocolaire et ses appels répétés à trouver une solution de compromis sur la réforme ont été jusqu'ici sans effet et n'ont pas empêché le pays de glisser peu à peu dans la crise. Il s'était inquiété récemment d'un risque de «guerre civile». Mais selon les médias israéliens, M. Netanyahu pourrait annoncer une pause dans la réforme, conformément à cet appel. Dimanche soir, des milliers de personnes sont descendues dans la rue à Tel-Aviv après le limogeage par M. Netanyahu de son ministre de la Défense, Yoav Gallant, qui avait plaidé publiquement la veille pour une pause dans la réforme, en exprimant des craintes pour la sécurité d'Israël. Le projet de réforme proposée par le gouvernement



PH. > D. R.

de M. Netanyahu, l'un des plus à droite de l'histoire d'Israël, vise à accroître le pouvoir des élus sur celui des juges.

Contesté dans la rue depuis bientôt trois mois, il est à l'origine d'un des plus grands mouvements de mobilisation populaire de l'histoire d'Israël.

Les détracteurs de la réforme estiment qu'elle risque de mettre en péril le caractère démocratique de l'État d'Israël. Mais, signe que le processus législatif n'a pas encore été enravé, la Commission parlementaire des lois a voté hier matin en faveur d'un des éléments centraux de la réforme, au cœur des inquiétudes de ses détracteurs : le projet de loi modifiant le processus de nomination des juges.

Alliés de poids d'Israël, les États-Unis se sont déclarés «profondément préoccupés», et ont souligné «la nécessité urgente d'un compromis».

En France, pays où vivent le plus de juifs après Israël et les États-Unis, le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a appelé le gouvernement israélien «à suspendre la réforme afin de rétablir au plus vite le calme et le dialogue avec

toute la société».

«J'appelle le Premier ministre à annuler le limogeage de Yoav Gallant. L'État d'Israël ne peut pas en ce moment, face aux menaces sur tous les fronts, s'autoriser un changement de ministre de la Défense», a déclaré hier le chef de l'opposition israélienne, Yaïr Lapid, dans une conférence de presse, rejoint en ce sens par Yuli Edelstein, un ténor du Likoud, le parti de M. Netanyahu.

«Au vu de la situation sécuritaire, il est évident que ce n'est pas le moment de changer de ministre de la Défense», a affirmé M. Edelstein, président de la Commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense. Alors que les médias israéliens évoquent une menace du ministre de la Sécurité intérieure, Itamar Ben Gvir, de quitter le gouvernement – ce qui pourrait faire perdre à M. Netanyahu sa majorité – en cas de suspension de la réforme, le ministre de l'Économie, Nir Barkat, autre ténor du Likoud, a appelé sur Twitter ses collègues «à soutenir le Premier ministre pour faire une pause dans la législation». R. C.



Commentaire

Erreurs

Par Fouzia Mahmoudi

Inc capable, du fait de son incroyable impopularité, de se présenter à sa propre succession à la fin de son mandat, l'ex-président français, François Hollande, qui a dirigé la France entre 2012 et 2017, ne manque jamais, depuis sa retraite forcée, de critiquer celui qui l'a remplacé au palais de l'Élysée. Emmanuel Macron, qui fut son ministre de l'Économie, est très régulièrement la cible d'attaques de son prédécesseur qui ne rate aucune occasion de pointer du doigt ses défaillances. Cela avait débuté avec la crise des «gilets jaunes», fin 2018, et se poursuit à ce jour. Le mouvement d'opposition à la réforme des retraites est par ailleurs une parfaite opportunité pour l'ancien président de tirer à vue sur le gouvernement et le chef de l'État. À ses yeux, le gouvernement a ainsi, sans surprise, multiplié les «erreurs». Dans une interview accordée à BFMTV dimanche, Hollande s'est montré particulièrement mordant à l'égard de Macron et son gouvernement. Ce dernier ayant usé sans parcimonie de l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer son projet de loi en force. Le discours d'Emmanuel Macron mercredi dernier ayant fini d'agacer les acteurs sociaux. «Sans doute, il y a eu une accumulation d'erreurs», a jugé l'ancien président de la République, qui s'inquiète d'observer un «niveau de colère et de ressentiment comme rarement il en a connu», après la mobilisation répartie à la hausse, jeudi dernier, partout en France. Pour expliquer cette situation, François Hollande a listé les fautes qu'il attribue à son successeur ainsi qu'au gouvernement d'Élisabeth Borne. Première erreur : le timing. Cette réforme intervient «au pire moment, dans un contexte d'inflation forte, de pouvoir d'achat fortement amputé et d'inquiétude parce qu'il y a une guerre en Ukraine», juge l'ancien chef d'État. Le socialiste tape aussi sur le contenu même de la réforme : «Quand vous proposez une réforme des retraites qui demande des efforts à ceux qui ont travaillé dur et tôt et rien à ceux qui ont les revenus les plus élevés, c'est aussi un contresens». Pour finir, l'ex-dirigeant du PS critique aussi une «erreur de communication», déplorant que le président ait préféré discuter avec Les Républicains plutôt qu'avec les syndicats. Ces mêmes syndicats qu'il a épinglés lors de sa prise de parole mercredi, ajoutant de l'huile sur le feu : «On attendait le président de la République afin qu'il puisse apaiser la situation et il l'a exacerbée avec en plus des mots désagréables pour les leaders de la CFDT». Dans la dernière année de son mandat, François Hollande a aussi connu la colère de la rue, lors de manifestations hostiles à la loi travail connue aussi comme la «loi El Khomri». Pour être adoptée, l'article 49.3 de la Constitution avait été dégainé à deux reprises par Manuel Valls, Premier ministre de l'époque. Malheureusement pour Hollande, il n'avait pas réussi, lorsqu'il était lui-même en place, à s'appliquer ces bons conseils et son mandat est, d'après un consensus général, considéré comme le pire de la V^e République. Toutefois, cela ne veut pas dire que ses critiques ne sont pas valides et il n'est pas le seul à estimer que la façon qu'a le gouvernement de vouloir imposer de toute force la réforme des retraites pourrait bien créer des tensions sociales sur le long terme. Surtout que plutôt que de faiblir la mobilisation tend à fluctuer depuis plusieurs mois et est, en ce moment, en train d'augmenter à chaque nouvelle journée de mobilisation. F. M.

Corée du Nord

Tirs de deux missiles balistiques à courte portée

La Corée du Nord a tiré hier deux missiles balistiques à courte portée vers la mer du Japon, les derniers tests d'armement en date d'une longue série ces dernières semaines, selon l'armée sud-coréenne. «Nos forces armées ont détecté deux missiles balistiques à courte portée tirés depuis la région de Junghwa dans la province de Hwanghae du Nord (centre-sud) à 07h47 (22h47 GMT) en direction de la mer de l'Est», a indiqué l'état-major interarmées sud-coréen, en employant le nom coréen de la mer du Japon.

Les missiles ont parcouru chacun environ 370 kilomètres, selon la même source, qui a ajouté qu'il s'agissait d'un «acte de provocation grave portant atteinte à la paix et à la stabilité de la communauté internationale ainsi que de la péninsule coréenne». L'armée sud-coréenne a également annoncé un renforcement de sa surveillance

contre de nouveaux lancements, et maintenir ses capacités à «répondre de manière écrasante à toute provocation».

Le ministre japonais de la Défense a lui aussi confirmé le lancement. Les deux missiles auraient volé sur une trajectoire irrégulière avant de tomber en dehors de la zone économique exclusive du Japon, ont affirmé des responsables du ministère cités par des médias japonais.

Ces lancements interviennent alors que Séoul et Washington effectuent un exercice conjoint de débarquement amphibie, quelques jours seulement après avoir conclu jeudi leurs plus grands exercices militaires conjoints en cinq ans.

Le ministre sud-coréen de la Défense a déclaré que le porte-avions américain Nimitz devait arriver aujourd'hui dans la ville portuaire de Busan (sud), afin de renforcer le dispositif de défense conjoint.

L'exercice naval vise à renfor-

cer «la dissuasion élargie par le déploiement de moyens stratégiques américains face aux menaces nucléaires et balistiques croissantes de la Corée du Nord», a fait savoir un responsable du ministère à la presse.

Les médias d'État nord-coréens ont affirmé vendredi que les entraînements conjoints entre Séoul et Washington constituait une préparation à «l'occupation» de la Corée du Nord, qui nécessite en réponse des «moyens de dissuasion plus puissants», notamment «une capacité d'attaque nucléaire plus développée, plus polyvalente et plus offensive».

L'armée nord-coréenne a mené ses propres exercices militaires, notamment en testant ce qu'elle a présentée comme un nouveau «drone d'attaque nucléaire sous-marin», et en lançant son deuxième missile balistique intercontinental (ICBM) de l'année.

Sétif

Lancement de la réalisation d'une polyclinique au nouveau pôle urbain «Tinar»

■ Un délai de 10 mois a été fixé pour la réception de cette polyclinique qui permettra, à terme, d'atténuer la pression sur les autres structures sanitaires.

Par Faten D.

Les travaux de réalisation d'une polyclinique au nouveau pôle urbain 5-Juillet 1962 (Tinar), à la

Cancer

Six femmes parcourent 8 000 km dans le Pacifique à la rame

Six femmes sont arrivées samedi sur l'île de Moorea, en Polynésie française, après s'être relayées à la rame sur une planche pendant 80 jours, depuis le Pérou, pour un défi solidaire contre le cancer. Avec cette aventure sportive, l'expédition «Cap optimist» souhaite aider les enfants atteints de cancer et leurs accompagnants. Parties le 4 janvier de Lima, ces cinq Françaises et une Espagnole ont été accueillies quelque 8 000 kilomètres plus loin par des centaines de Polynésiens, dont certains atteints de cancer. Elles ont parcouru les derniers mètres sur une pirogue traditionnelle à six places avant de retrouver leurs familles.

«C'est beaucoup de joie et un grand soulagement, l'aboutissement d'un projet de trois ans avec la préparation : je retrouve ma fille après un accueil exceptionnel», a confié l'une des rameuses, Alexandra Lux, citée par l'agence AFP. «Ça a été vraiment dur de ramer chacune quatre heures par jour, mais ça a aussi été un challenge mental et humain, de vivre ensemble sur un petit bateau», a reconnu une autre rameuse, Emmanuelle

Bescheron. Toutes sont sportives de haut niveau et l'une d'entre elles, la championne du monde de sauvetage côtier Stéphanie Barneix, a vaincu quatre cancers. Les rameuses se sont relayées toutes les heures, jour et nuit, pour effectuer leur traversée couchées ou accroupies sur une grande planche de paddle. Ce défi de l'association Hope Team East permet de lever des fonds pour équiper les centres de soins d'équipements sportifs et accompagner les enfants malades du cancer.

Chaque kilomètre parcouru rapportait 100 euros, ce qui a permis aux six femmes de récolter 800 000 euros, répartis à 40 % pour financer le défi et à 60 % pour des actions solidaires. Les rameuses devaient se rendre dès hier dans les écoles, puis à l'hôpital de Tahiti et au nouvel Institut du cancer de Polynésie française, pour promouvoir le sport-santé.

Hani Y.

sortie Est de la ville de Sétif, viennent d'être lancés dans un souci de rapprochement des services de soins du citoyen, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de wilaya. Une enveloppe financière de 182 millions DA a été allouée à la réalisation de cet équipement public qui assurera tous les services de santé aux habitants de ce pôle urbain qui compte plus de 9 000 logements, selon les mêmes services. Un délai de 10 mois a été fixé pour la réception de cette polyclinique qui permettra, à terme, d'atténuer la pression sur les autres structures sanitaires, selon encore la même source.

Trois polycliniques ont été réceptionnées au cours des deux dernières années à «Djermane» (à l'est de Sétif), El Mahdia (nord de Sétif) et Guellal (sud de Sétif), selon les responsables du secteur.

La wilaya de Sétif compte un CHU, 5 établissements publics hospitaliers et établissements



hospitaliers spécialisés (rééducation fonctionnelle, santé mentale et anti-cancer) d'une capaci-

té totale de 2 730 lits, en plus de 9 établissements publics de santé de proximité, 68 polycli-

niques et 230 salles de soins, selon la direction du secteur.

F. D.

Jijel

Le secteur de la Santé sera renforcé par 65 nouveaux médecins spécialistes

Le secteur de la Santé de la wilaya de Jijel sera renforcé, durant le deuxième trimestre de l'année en cours (2023), par 65 médecins spécialistes, a indiqué, dimanche, le directeur local de la santé, Nasreddine Chiba.

Dans l'optique de promouvoir la couverture sanitaire dans la wilaya, le secteur de la Santé va être renforcé par 65 nouveaux médecins dans diverses spécialités, telles que la gynécologie obstétrique, la pédiatrie, la chi-

urgie orthopédique et l'oncologie, a déclaré à l'APS le même responsable. A cet effet, il a été procédé à l'ouverture d'une plateforme numérique permettant aux postulants de rejoindre le secteur de la Santé de Jijel, de s'inscrire et choisir la spécialité dans la période allant du 3 au 12 avril prochain, a souligné le même responsable, précisant que les concernés dont les demandes ont été rejetées peuvent introduire des recours via la même plateforme à partir du 13

avril dans un délai de 10 jours.

Dans ce cadre, M. Chiba a fait part du renforcement du secteur de la Santé de Jijel, durant ce mois et au titre de l'exercice 2022, par 18 médecins généralistes, 2 pharmaciens et 2 chirurgiens dentistes, contribuant à garantir une meilleure couverture médicale à travers le territoire de la wilaya, ajoutant la réservation de 8 médecins et 2 pharmaciens pour l'hôpital Bachir-Mentouri et 10 médecins, 2 chirurgiens dentistes pour les établissements de

santé de proximité (ESP) de la daïa Djimla.

Le secteur de la Santé de la wilaya de Jijel avait réceptionné plusieurs projets, dont des salles de soins et des polycliniques réalisées dans plusieurs communes, en plus du lancement des travaux de réalisation d'autres projets, dont un hôpital 240 lits au chef-lieu de wilaya, un autre de 60 lits à Ziam Mansouriah et un autre de la même capacité de lits à Belghimouz.

Sciences

Le rôle de mitochondries dans les cancers se précise

L'architecture de ces «centrales à énergie» à l'intérieur des cellules cancéreuses paraît liée à l'agressivité des tumeurs, montre une étude dans «Nature».

Dans le champ de la cancérologie, un nouveau concept est en train de germer : l'architecture interne des cellules tumorales, dans ses plus fines dentelles, apparaît liée à l'agressivité des tumeurs. L'attention des chercheurs, en réalité, se focalise sur un édifice majeur : la mitochondrie ou, plus exactement, le stock de mitochondries qui équipe chaque cellule. Ces microscopiques «centrales à énergie» adoptent, en effet, dans les cellules cancéreuses, des morphologies et des répartitions spa-

tiales variées selon les sources de nutriments qu'elles exploitent. Les mitochondries jouent un rôle crucial dans les processus qui permettent aux tumeurs de grossir.

Il faut dire que les besoins en énergie de ces tumeurs sont très élevés : il s'agit de nourrir leur croissance effrénée. En 2016, une équipe belge a montré que les cellules cancéreuses peuvent alternativement se nourrir de glucides, de lipides ou de protéines, selon le taux d'oxygène et l'acidité du milieu qui les entoure. «Plusieurs études ont montré que des mitochondries flexibles, c'est-à-dire capables d'utiliser différents substrats pour produire de l'énergie, favorisent la croissance tumorale», indique Allan

Pagano, maître de conférences à la faculté des sciences du sport de Strasbourg. Lorsque le milieu devient très acide, les cellules cancéreuses tendent à délaissier le glucose – principal carburant des cellules normales – pour privilégier la glutamine, un acide aminé constitutif des protéines. Elles deviennent aussi capables d'utiliser les acides gras pour alimenter leur croissance.

Deux techniques d'imagerie

Dans la nouvelle étude, une équipe de l'université de Californie à Los Angeles a créé des souris génétiquement modifiées qui portaient des mutations précises dans leurs tissus pul-

monaires. Ces rongeurs ont développé tantôt des adénocarcinomes du poumon, tantôt des carcinomes épidermoïdes du poumon. Puis Mingqi Han, première autrice de l'étude, et ses collègues ont fait appel à deux techniques d'imagerie, la tomographie par émission de positons et la microscopie électronique volumétrique, afin de dresser des cartes tridimensionnelles de haute résolution des réseaux de mitochondries colonisant les cellules de ces tumeurs. Grâce à l'intelligence artificielle, ils ont pu quantifier les formes et les répartitions de milliers de mitochondries, dans des centaines de cellules correspondant à l'ensemble de ces tumeurs.

Sam I.



Les bilans du COA amendés

Election de trois nouveaux membres dans l'exécutif

Les bilans moral et financier du Comité olympique et sportif algérien (COA) pour l'année 2022 ont été adoptés à l'unanimité par les membres de l'Assemblée générale, réunis samedi soir en session ordinaire à l'hôtel Aurassi (Alger), où ils ont validé également le programme d'activité de l'année 2023 ainsi que le budget prévisionnel pour la même année. Il a été procédé également à l'élection de trois nouveaux membres au comité exécutif (quota fédérations olympiques) ainsi qu'à l'intronisation de quatre nouveaux membres à l'Assemblée générale. Il s'agit de Toufik Aalam, président de la Fédération algérienne de tennis de table (FATT), qui a obtenu 83 voix, suivi de Moncef

Zemouchi, président de la Fédération algérienne de badminton (FAB), avec 62 voix, et Kamel Saïdi, président de la Fédération algérienne d'haltérophilie (FAH), avec 60 voix. Ils remplacent les trois anciens membres, qui ne figurent plus dans le bureau exécutif, à savoir : Charafeddine Amara (ex-président de la Fédération algérienne de football), Habib Labane (ex-président de la Fédération algérienne de handball) et Farhat Fazil (ex-président de la Fédération algérienne de boxe). Sur les 80 membres que compte l'Assemblée du COA, 52 étaient présents à cette AGO, présidée par le nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports et actuel président du COA, Abderrahmane Hammad.

CAN-2025 de football

Oran prépare la venue de la Commission d'inspection de la CAF

Les autorités de la ville d'Oran préparent la visite de la Commission d'inspection de la Confédération africaine de football (CAF) pour inspecter les différentes installations sportives concernées par le dossier de candidature de l'Algérie pour l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2025), a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya. Dans cette optique, une réunion de coordination s'est tenue samedi au siège de la wilaya, sous la présidence du wali, Saïd Sayoud, en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya, des chefs de daïra, des présidents des APC, de directeurs de l'exécutif, de délégués communaux et autres responsables concernés, a-t-on précisé de même source. Cette dernière a indiqué que le wali a donné, à cette occasion, «des consignes axées sur la nécessité de bien préparer la visite de la délégation de la CAF, en veillant notamment à la propreté des chemins menant vers les installations sportives et hôtelières retenues dans le dossier de candidatures du pays pour abriter l'événement footballistique continental». Dans leurs interventions, les présents ont évoqué certaines contraintes

et fait des propositions pour que tout soit fin prêt lors de la visite de la Commission d'inspection de la CAF, prévue pour les prochains jours, ajoute-t-on de même source. Oran fait partie des villes retenues par la Fédération algérienne de football dans le dossier de candidature de l'Algérie pour accueillir la CAN-2025, retirée de la Guinée en fin de l'année dernière. La capitale de l'Ouest algérien recèle d'importants équipements sportifs et hôteliers, ainsi qu'un réseau de transport moderne et une nouvelle aérogare, ce qui lui permet de conforter les chances du dossier algérien face aux candidatures d'autres pays. L'instance footballistique continentale devra trancher sur l'identité du pays qui accueillera l'édition 2025 au début de l'été prochain, après l'achèvement des visites de sa Commission d'inspection dans les pays candidats. L'Algérie a accueilli, pour le moment, une seule fois une phase finale de la CAN en 1990, avec la participation de huit équipes réparties en deux groupes à Alger et Annaba. Le titre de cette édition était revenu à la sélection algérienne après sa victoire en finale face à son homologue nigérienne (1-0) au stade du 5-Juillet d'Alger.

CAN-2023 des U17/ Tournoi «test-event» (2^e journée)

L'EN et le Japon se neutralisent

La sélection algérienne des moins de 17 ans a fait match nul devant son homologue japonais sur le score de 3 à 3 (mi-temps 2-0), dimanche au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger), pour le compte de la deuxième journée du Tournoi international de football, qui se déroule à Alger (22-28 mars) dans le cadre de sa préparation à la prochaine Coupe d'Afrique des nations de la catégorie (CAN-U17 Total-Energies), prévue en Algérie. La domination algérienne allait crescendo pour arriver à la mi-temps avec deux buts d'avance signés Benali et Anatof, avant d'ajouter un 3^e but

en deuxième mi-temps grâce à Ziad. A un quart d'heure de la fin, les Japonais se révoltent et réalisent une véritable remontada, aidés en cela par les approximations d'une défense algérienne qui s'est faite déborder en l'espace d'un quart d'heure. Pour cette opposition, le sélectionneur national Arezki Remmane a présenté un onze remodelé avec l'incorporation du gardien de but Merzougui ainsi que de Nemer, Benali et Abdelmoudjib.

Lors de la première journée, la sélection algérienne s'était imposée devant les Comores 3-1, en match disputé au stade du 5-Juillet.

Abderrahmane Hammad, ministre de la Jeunesse et des Sports

«Khelif a tout notre soutien»

■ Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, a expliqué que la boxeuse algérienne, Imen Khelif, qui a été exclue en finale des Championnats du monde de boxe qui se sont déroulés à New Delhi en Inde, aura tout le soutien de son département et de toutes les autres institutions nationales, à l'instar du COA et de la Fédération algérienne de boxe.

Par Mahfoud M.

«**A**près le premier recours rejeté par la Fédération internationale de boxe, nous attendons les résultats d'autres analyses effectuées, qui parviendront dans trois à quatre jours. Nous pourrions ainsi effectuer d'autres démarches pour réhabiliter Khelif», a souligné le ministre qui considère que la championne méditerranéenne de boxe a été spoliée de son droit de disputer la finale de manière étrange. L'ancien médaillé olympique en saut en hauteur, qui connaît ce genre de frustration pour un sportif qui a présenté de grands sacrifices afin d'atteindre son objectif, a souligné que la championne algérienne sera totalement prise en charge pour les prochains rendez-vous, notamment le tournoi qualificatif aux JO de Paris 2024, où elle bénéficiera d'une préparation soutenue. Revenant à la Fédération internationale de boxe, le ministre de la Jeunesse et des Sports a estimé que cette dernière pose beaucoup de pro-



Hammad s'engage à défendre la championne algérienne

blèmes et ne s'entend pas aussi avec le CIO, déclarant que Khelif ne sera pas dans les mêmes conditions dans le tournoi qualificatif aux JO. Hammad a, par ailleurs, appelé les fédérations algériennes à soutenir leurs ath-

lètes et se donner à fond pour hisser le niveau du sport algérien, rappelant que cette année a été une des meilleures sur le plan des résultats, surtout lors des Jeux Méditerranéens.

M. M.

Belmadi atteint la barre des 50 matchs à la tête de l'EN

«Ce sont les joueurs qui ont fait ce parcours»

Lors de la victoire face au Niger, Djamel Belmadi a dépassé le cap symbolique des 50 rencontres à la tête de l'Équipe nationale.

Ils ne sont pas si nombreux à avoir pareil bilan, tant l'instabilité est grande pour tout sélectionneur de l'Algérie. Pour Djamel Belmadi, qui a également fêté ses 47 ans hier, l'histoire avec les Verts s'écrit depuis plus de 4 ans et demi.

Avec un bilan de 34 victoires, 11 nuls et 5 défaites, une Coupe d'Afrique des Nations remportée, un record d'invincibilité de 35 rencontres (en guise de haut) et une élimination en CAN 2022

puis aux portes de la Coupe du Monde de la même année (en guise de bas), le passage de l'ancien meneur de jeu à la tête des Verts est très marquant.

Présent à Tunis à la veille de la rencontre qui opposera son équipe au Niger, le sélectionneur est revenu sur ce bilan tout en rendant hommage à ses joueurs : «Chaque sélection est une émotion, ce n'est pas du populisme, nous sommes toujours émus quand nous venons. 50 matchs à la tête des Verts, c'est beaucoup, ça veut dire qu'il y a eu un parcours de fait avec des hauts et des bas. El hamdoulillah, moi je suis simplement le

représentant, le guide de ces joueurs, ce sont eux qui ont fait ce parcours, nous n'aurions rien pu faire sans leur dévotion, leur talent, leur amour de l'Algérie. On le voit aussi avec ces jeunes qui arrivent, qui m'ont aussi marqué personnellement, parce que j'ai procédé à ces dossiers qui étaient compliqués pour certains, et j'ai vu à quel point ils étaient attachés à l'EN. Donc évidemment, ce sont beaucoup de responsabilités. Ils sont là pour être utiles, efficaces, gagner, on sait que ce n'est pas toujours possible mais on s'y attache, on veut gagner des titres».

Dzfoot.com

Éliminatoires de la CAN U 23/Ghana-Algérie aujourd'hui

Les Verts croient en l'exploit

C'est aujourd'hui que la sélection nationale U23, dirigée par le sélectionneur national, Mohamed Ould Ali, affrontera son homologue ghanéenne, pour le compte de la manche retour du dernier tour éliminatoire de la CAN de cette catégorie, prévue du 2 au 26 novembre

2023 au Maroc. Tenue en échec, le 23 mars dernier au stade du 19-Mai-1956 de Annaba sur le score de (1/1), l'EN envisage de tout donner pour tenter de renverser la vapeur, créer l'exploit et arracher le billet qualificatif à cette compétition qui permettra aussi aux trois premiers de participer aux JO de Paris en 2024.

C'est une mission difficile, sinon impossible pour les Verts, selon de nombreux observateurs qui considèrent que le Ghana a une longueur d'avance avec ce but inscrit à l'extérieur. Mais tout reste possible et il faut juste croire en ses potentialités et se donner à fond lors de ce match de 90 minutes.

M. M.

Diplomatie

Les MAE iranien et saoudien prévoient de se rencontrer pendant le ramadhan

LE MINISTRE saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal bin Farhan, a convenu avec son homologue iranien, Hussein Amir Abdullahian, de tenir une réunion entre eux pendant le mois de ramadhan, dans le cadre de l'accord sur le rétablissement des liens entre les deux pays. Le ministère saoudien des Affaires étrangères a déclaré hier dans un communiqué que «le prince Faisal bin Farhan a reçu un appel téléphonique du ministre iranien des Affaires étrangères». Au cours de l'appel téléphonique, les deux parties ont discuté «d'un certain nombre de questions communes, à la lumière de l'accord

tripartite qui a été signé en Chine». Selon le communiqué, «les deux ministres sont convenus de tenir une réunion bilatérale entre eux durant le mois de ramadhan en cours», sans préciser de date précise. Il s'agira de la première rencontre entre les deux ministres depuis l'accord de Pékin entre l'Arabie saoudite et l'Iran le 10 mars. Le 10 mars, la Chine, l'Arabie saoudite et l'Iran ont annoncé que Téhéran et Riyad étaient parvenus à un accord prévoyant notamment la reprise des relations diplomatiques et la réouverture des ambassades et des missions dans un délai de deux mois.

Maya H.

Instituts Cervantès d'Alger et d'Oran

Projection du film «Les bâtisseurs de l'Alhambra» de la réalisatrice Isabel Fernández

DANS le cadre des «Nuits du Ramadhan», l'ambassade d'Espagne en Algérie et les Instituts Cervantès d'Alger et d'Oran, organisent la projection du film documentaire intitulé «Les bâtisseurs de l'Alhambra», de la réalisatrice Isabel Fernández.

La réalisatrice a pu tourner dans l'Alhambra même pour une immersion complète dans l'espace et le temps. Une

mise en scène permettant de découvrir les personnages qui ont été chargés de construire et d'embellir ce joyau artistique que sont les Palais Nasrides, ainsi que les raisons qui les ont poussés à les créer. Le film tente de transmettre l'union de l'architecture en tant qu'art avec la philosophie nasride. Son scénario a été écrit par Isabel Fernández et Margarita Melgar.

M. O.

PUBLICITE

Programme télévisé du mois sacré



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Bordj Badji Mokhtar

Un terroriste se rend aux autorités militaires

■ Le terroriste dénommé «Mellouki L'Hbib» dit «Rabia», ayant rallié les groupes terroristes activant dans la région du Sahel en 2012, s'est rendu dimanche aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar, indique, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Slim O.

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts qualitatifs des services de sécurité du ministère de la Défense nationale, le terroriste dénommé «Mellouki

L'Hbib» dit «Rabia», s'est rendu hier, dimanche 26 mars 2023, aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar en 6^e Région militaire», précise le communiqué. Le terroriste, qui «avait rallié les groupes terroristes activant dans la

région du Sahel en 2012, avait en sa possession, un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, deux grenades avec deux détonateurs, cinq chargeurs et une quantité de munitions», ajoute la même source.

S. O.

Ouled Djellal

16 imams bénévoles agréés pour diriger la prière de Tarawih

Seize imams bénévoles ont reçu leurs agréments pour diriger la prière de Tarawih (surrogatoire) dans les mosquées des communes de la wilaya d'Ouled Djellal, a indiqué, hier, le directeur des affaires religieuses et des wakfs, Belkacem Felgouma a déclaré que les 16 volontaires devant diriger la prière surrogatoire du mois sacré du ramadhan dans les communes de la wilaya, sont des étudiants des zaouias et des élèves des écoles coraniques, ajoutant que le wali d'Ouled Djellal a donné son aval pour l'ouverture de la mosquée Al Zoubeir ibn al awwam du chef-lieu de wilaya, pour la prière du vendredi, et la mosquée Khadidja Oum El Mou'minin, pour les cinq prières. Il a précisé qu'un programme «spécial Ramadhan» a été élaboré,

qui prévoit des conférences et des rencontres à la grande mosquée d'Ouled Djellal, consacrées à des thèmes religieux et de sensibilisation. «Trois centres d'accueil destinés pour la rupture du jeûne ont été ouverts à l'école coranique de la mosquée Ibrahim Al

Khaliil de la commune de Doucen, ainsi qu'à la mosquée Okba Bnou Nafaa de Sidi Khaled, alors que dans les mosquées des 6 communes de la wilaya, des campagnes de don du sang sont organisées», a-t-on souligné.

K. L.

Finances

Youcef Bouzenada installé à la tête de la COSOB

LE MINISTRE des Finances, Laaziz Faïd, a procédé à l'installation du nouveau président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouzenada, nommé par décret présidentiel le 26 février dernier, indique un communiqué de la Commission. Lors de la cérémonie d'installation, tenue dimanche au siège du ministère des Finances, M. Faïd a prononcé un bref discours dans lequel il est revenu sur «les défis attendus de la relance et dynamisation du marché financier, particulièrement dans le contexte actuel des réformes initiées dans le secteur financier en globalité», selon la même source.

H. N.